



PROJET DE CONTRAT

CONCESSION DE SERVICE

**Concession de service relative à la mise à disposition,
l'exploitation, l'entretien et la maintenance des laveries à
destination des étudiants du CROUS Bretagne**

DSP 2025-043

ARTICLE 0 – IDENTIFICATION DES PARTIES CONTRACTANTES

Le présent contrat est conclu entre,

D'une part,

Le Crous Bretagne,

7 place Hoche,

35064 Rennes

Représentée par La Directrice générale par intérim, Madame Blandine Lucas,

Habileté par délibération n°

Ci-après désignée « le Crous Bretagne »,

Et, d'autre part,

La société, au capital de €, inscrite au registre
du commerce et des sociétés de sous le numéro,
dont le siège social est situé à

Représentée par

Monsieur/Madame,, en qualité

Ci-après désigné « le Concessionnaire ».

Table des matières

ARTICLE 0 – IDENTIFICATION DES PARTIES CONTRACTANTES.....	2
ARTICLE 1 – ACHETEUR	4
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
ARTICLE 3 - REPRÉSENTATION DES PARTIES	4
ARTICLE 4 – FORME ET PROCÉDURE	5
ARTICLE 5 – DÉVELOPPEMENT DURABLE	5
ARTICLE 6 – DURÉE DE LA CONCESSION.....	5
ARTICLE 7 – DOCUMENTS RÉGISSANT LE CONTRAT	5
ARTICLE 8 – ÉTENDUE DES PRESTATIONS ET OBLIGATIONS	6
ARTICLE 9 – RÉGIME DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	7
ARTICLE 10 – SERVICES COMPLÉMENTAIRES- PRESTATIONS SIMILAIRES.....	8
ARTICLE 11 – ÉTAT DES LIEUX D'ENTRÉE ET DE SORTIE	8
ARTICLE 12 - CLAUSES DE REEXAMEN	8
ARTICLE 13 DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 14 – MODALITÉ DE CONTRÔLE PAR LE DÉLÉGUÉ	11
ARTICLE 15 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES.....	11
16 - PÉNALITÉS.....	13
ARTICLE 17 - ASSURANCES	14
ARTICLE 18 – IMPÔTS ET TAXES	15
ARTICLE 19 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 20 – HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.....	16
ARTICLE 20 – PÉNALITÉS – SANCTIONS	16
ARTICLE 21 – FIN DE CONVENTION - RÉSILIATION - SUSPENSION	17
ARTICLE 22 – DIFFÉRENDS.....	19
ARTICLE 23 – RÉGÈLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....	19
ARTICLE 24 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	21
ARTICLE 25 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	21

ARTICLE 1 – ACHETEUR

Dénomination et adresse officielles de l'acheteur public, pouvoir adjudicateur du présent marché :

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) Bretagne

7, Place Hoche - CS 26428 - 35064 RENNES Cedex

Type d'acheteur : Établissement public à caractère administratif (EPA), chargé principalement de l'aide sociale, de l'accueil des étudiants internationaux, du logement pour étudiants, de la restauration universitaire et de la vie culturelle étudiante.

SIRET : 183500032 00010

Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Rennes-Bretagne (ci-après « Le CROUS »), établissement public à caractère administratif (EPA), dont le siège social est situé, **7 Place Hoche, CS 26428 – 35064 RENNES Cedex**, identifié sous le numéro de SIRET 18350003200010, représenté par Mme Blandine LUCAS sa Directrice Générale par intérim.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

Le contrat porte sur la mise à disposition, l'exploitation, l'installation, la maintenance, l'entretien de laveries pour les sites les sites d'hébergement du CROUS Bretagne.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le concessionnaire se rémunère exclusivement par l'exploitation des laveries mises à disposition des étudiants, assumant ainsi, sous sa propre responsabilité, un risque d'exploitation.

Ce risque porte notamment sur la fréquentation et la pérennité des recettes générées par l'utilisation des équipements. Le concessionnaire dispose d'un droit exclusif d'exploitation des laveries objets de la concession au sein du périmètre défini. À ce titre, il est chargé d'assurer le financement intégral de sa prestation par les revenus tirés de l'exploitation desdites laveries.

ARTICLE 3 - REPRESENTATION DES PARTIES

Un accord-cadre est un contrat conclu entre un acheteur et un titulaire :

- L'acheteur est le CROUS (personne morale de droit public)
- Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur.

La personne représentant le pouvoir adjudicateur est le représentant légal de la personne morale publique, la Directrice Générale du CROUS Bretagne par interim. Elle pourra désigner une ou plusieurs personnes pour le représenter pour l'exécution du marché.

De même, le titulaire de l'accord-cadre doit désigner une ou plusieurs personnes ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de celui-ci (coordonnées portées dans le mémoire technique).

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées

professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

ARTICLE 4 – FORME ET PROCEDURE

La procédure de passation du contrat de concession est menée en application des dispositions du Code de la Commande publique relative aux contrats de concession de service en procédure simplifiée.

Le présent contrat est une concession au sens de l'article L.1121-1 du code de la commande publique, soit « un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix ».

Ladite qualification implique, conformément audit article, un transfert de risque d'exploitation, à savoir, « une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable ».

ARTICLE 5 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Le concessionnaire prend l'engagement d'adopter une stratégie de développement durable dans la réalisation de toutes les prestations qui lui sont attribuées par le présent contrat, englobant le cycle de vie des équipements et des services liés à la concession.

ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONCESSION

Le contrat de concession est conclu pour une période de 5 ans à compter de sa date de notification du concessionnaire. Cette durée correspond à l'évaluation financière de la durée d'amortissement des appareils, mis à disposition de l'autorité concédante et entretenus par le concessionnaire, compte tenu des investissements nécessités par la prestation et du mode de rémunération retenu dans le cadre du présent contrat.

Après expiration du contrat de concession ou sa résiliation, les parties demeurent liées du fait des prestations ou des règlements qui resteraient à effectuer.

La durée du contrat court à compter de sa notification.

A titre informatif, la date prévisionnelle du début d'exécution du contrat de concession est fixée au 1^{er} janvier 2026.

ARTICLE 7 – DOCUMENTS REGISSANT LE CONTRAT

De manière générale, les lois, règlements du droit national et principes généraux du droit consacrés par la jurisprudence et plus généralement l'ensemble des normes du droit communautaire en vigueur, relatives à la commande publique et évolutions réglementaires à venir.

Toute interprétation litigieuse résultant d'une omission, imprécision ou contradiction entre les termes des documents du marché se résout en faveur de l'interprétation donnée par le document cité en priorité dans la liste ci-dessus.

En tout état de cause, le titulaire ne saurait se prévaloir de l'absence de référence, dans les pièces du marché, à un texte réglementaire, législatif ou à des normes en vigueur pour prétendre s'y soustraire.

- Le manquement à cette obligation entraînera la résiliation du marché sans indemnité, aux torts exclusifs du titulaire.
- Le présent marché est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :
- Les pièces contractuelles dans le cadre de l'exécution du Contrat sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :
- Le présent contrat de concession et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes ;
- Le mémoire technique et le mémoire financier rédigés par le concessionnaire au moment de la remise de son offre et le cas échéant modifiés après négociation ;
- Le calendrier d'exécution validé en début de contrat ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance, les ordres de service et les avenants, postérieurs à la notification du contrat de concession.

En cas de contradiction entre les dispositions des différentes pièces contractuelles, celles-ci prévalent dans l'ordre suivant :

- Le Contrat dans la version résultant des dernières modifications opérées et/ ou opérées par avenant ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes ;
- Les Annexes au Contrat, dans la version résultant des dernières modifications opérées et/ou opérées par avenant.
- Les actes spéciaux de sous-traitance, les ordres de service et les avenants, postérieurs à la notification du contrat de concession.
- Le mémoire technique et le mémoire financier rédigés par le concessionnaire au moment de la remise de son offre et le cas échéant modifiés après négociation ;
- Le calendrier d'exécution validé en début de contrat.

Toutes les références faites dans le Contrat à une personne morale ou physique comprennent ses successeurs, ayants droit et ayants cause.

Les renvois faits dans le Contrat à des Articles ou des Annexes doivent s'entendre, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement, à des Articles ou Annexes du Contrat.

ARTICLE 8 – ETENDUE DES PRESTATIONS ET OBLIGATIONS

Le Concessionnaire a pour mission de fournir, d'installer, d'exploiter, d'entretenir et de maintenir les laveries, sur tous les sites d'occupation du CROUS Bretagne.

8.1 Prestations et obligations à la charge du concessionnaire

- La fourniture, l'installation et la mise en service des équipements de laverie, incluant toutes les démarches nécessaires auprès des opérateurs de réseaux (eau, électricité, télécommunication) ;
- La réalisation d'études techniques préalables à l'implantation des équipements ;
- Les raccordements aux divers réseaux (eau, électricité, évacuation des eaux usées), sous réserve de l'autorisation et sous le contrôle technique du concédant ;
- Les travaux éventuels d'adaptation des locaux nécessaires à l'installation et au bon fonctionnement des machines, incluant la remise en état des lieux en fin de contrat ;
- L'entretien préventif et curatif des équipements, incluant le remplacement des pièces défectueuses et la remise en état rapide en cas de panne, vandalisme ou défaillance ;
- La prise en charge intégrale des consommables nécessaires au fonctionnement des machines (produits de lavage, systèmes de paiement, etc.) ;
- La mise à disposition d'un service d'assistance technique et de support utilisateur, incluant un numéro d'appel ou un portail de signalement des dysfonctionnements ;
- L'adaptation des équipements aux normes techniques, réglementaires et environnementales en vigueur pendant la durée de la concession ;
- La transmission au concédant de rapports périodiques sur l'activité, la maintenance, les incidents et le chiffre d'affaires généré.

8.2 Prestations et obligations à la charge de l'autorité concédante

- Mettre à disposition du Concessionnaire les locaux destinés à accueillir les équipements, conformes aux besoins techniques exprimés ;
- Assurer, le cas échéant, la fourniture des fluides nécessaires (eau, électricité) selon les modalités définies au contrat, ainsi que leur comptabilisation individuelle si applicable ;
- Communiquer au Concessionnaire toute information nécessaire à l'installation et à l'exploitation des équipements ;
- Faciliter l'accès aux sites pour les opérations d'installation, de maintenance et d'exploitation.

ARTICLE 9 – REGIME DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Le délégataire est chargé de la gestion et de l'exploitation des machines mises à disposition. Le Crous ne peut en devenir propriétaire, ni gestionnaires

9.1 Usage exclusif

Conformément à l'article L.212-1 du Code général de la Propriété des personnes Publiques (CGPPP), l'autorisation d'occupation des locaux de laveries est accordée au délégataire exclusivement.

Celui-ci est tenu d'employer les lieux mis à disposition dans leur affectation prévue par la présente convention, c'est-à-dire l'activité de laverie automatique, à l'exclusion de toute autre utilisation de quelque nature que ce soit.

9.2 Précarité

Conformément aux articles L2122-2 à L2122-3 du CGPPP, l'utilisation des locaux mis à disposition dans le cadre de la présente convention ne peut être que temporaire, précaire et révocable.

9.3 Droits réels

La présente convention n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'article L.2122-6 du CGPPP.

ARTICLE 10 – SERVICES COMPLEMENTAIRES- PRESTATIONS SIMILAIRES

Dans les termes et les conditions des articles R. 2122-4,1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve à l'avenir la possibilité de passer avec le titulaire du présent contrat un marché de service complémentaire pour le renouvellement partiel de ou l'extension de services déjà existants, ou un marché de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

ARTICLE 11 – ETAT DES LIEUX D'ENTREE ET DE SORTIE

Tout aménagement, tous travaux, que le délégataire souhaite apporter aux locaux mis à disposition dans le cadre de la présente convention doivent d'abord faire l'objet d'une autorisation écrite du Crous Bretagne.

Un état des lieux d'entrée sera effectué dans les 3 semaines suivant la mise en service des machines. Un état des lieux de sortie sera dressé à échéance de la présente convention.

Si la comparaison des 2 états des lieux et de sortie révèle la nécessité d'une remise en état des locaux, des indemnités correspondantes pourront être mise à la charge du délégataire.

ARTICLE 12 - CLAUSES DE REEXAMEN

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

L'initiative de la demande de réexamen appartient au Crous Bretagne, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 3 mois pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire. Le CROUS Bretagne peut initier un réexamen dans les cas suivants :

Les modifications apportées au présent contrat de concession seront régies par les dispositions combinées des articles L.3135-1, L.3136-6 ainsi que des articles R3135-1 à R.3135-10 du Code de la Commande Publique. La mise en œuvre d'une clause de réexamen entraînera la rédaction d'avenants pour intégrer officiellement ces ajustements au contrat.

Les parties sont autorisées à solliciter le réexamen de la concession dans les situations suivantes :

- Si le Crous Bretagne impose au concessionnaire de nouvelles contraintes opérationnelles en raison de sa stratégie de communication ;
- En cas de changement, qu'il soit temporaire ou permanent, dans le périmètre fonctionnel ou matériel du contrat ;
- Lorsque de nouvelles contraintes opérationnelles sont imposées au concessionnaire en raison de la politique de service aux étudiants du CROUS Bretagne ;
- En cas de modification, temporaire ou permanente, du périmètre fonctionnel ou matériel du contrat (ajout, retrait ou transfert de sites équipés en laveries) ;
- En cas d'évolution de la réglementation applicable aux laveries automatiques (hygiène, sécurité, accessibilité, tarification, environnement, etc.) ;
- En situation de force majeure, y compris les épidémies et pandémies telles que la Covid-19 et les mesures sanitaires qui en découlent ;
- En cas d'apparition d'une technologie innovante relative aux équipements de laverie, permettant notamment des économies d'eau ou d'énergie, une réduction de l'impact environnemental ou une amélioration de la durabilité et de l'efficacité opérationnelle du service.

ARTICLE 13 DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

13.1 Sous-concession

Le concessionnaire s'engage à exécuter personnellement les obligations stipulées dans le contrat de concession. Il est interdit au concessionnaire de sous-concessionner, c'est-à-dire de confier l'exécution d'une partie du contrat de concession à un tiers, en échange d'une rémunération principalement liée aux résultats de l'exploitation.

13.2 Sous-traitance

La sous-traitance consiste pour le Concessionnaire à confier à un tiers une partie des prestations nécessaires à l'exercice de l'activité confiée par le Crous Bretagne dans le cadre du contrat de concession, sans qu'il y ait cession du contrat, ni sous-concession au sens de l'article 4.1.

Dans l'hypothèse où le Concessionnaire souhaite recourir à un ou plusieurs sous-traitant(s) en cours d'exécution du contrat de concession, il informe, avant la signature du contrat de sous-traitance, le Crous Bretagne en lui communiquant le nom, les coordonnées et les représentants légaux des sous-traitants envisagés ainsi que les missions qui lui seront confiées.

Le Concessionnaire s'assure que le sous-traitant dispose des garanties techniques, professionnelles et financières à assurer les prestations qui lui seront confiées. Le Crous Bretagne peut exiger à tout moment tout justificatif afférent aux capacités du sous-traitant.

Le Concessionnaire informe immédiatement le Crous Bretagne de tout changement relatif aux informations concernant les sous-traitants intervenant au cours de l'exécution du contrat de concession.

La durée des contrats de sous-traitance ne peut, en aucun cas, excéder la durée du contrat de concession.

La fin anticipée du contrat de concession met fin de plein droit aux contrats de sous-traitance conclus par le Concessionnaire, sans que les sous-traitants ne puissent élever une quelconque réclamation ou indemnisation à l'encontre du Crous Bretagne.

Le Concessionnaire reste, en toutes circonstances, le seul responsable de la gestion des prestations sous-traitées. Il ne peut en aucun cas se prévaloir d'un manquement imputable à son sous-traitant, quand bien même la sous-traitance aurait été acceptée par le Crous Bretagne, pour s'exonérer de ses obligations envers le Crous Bretagne. Les pénalités et sanctions applicables pour non-exécution ou mauvaise exécution des clauses de la concession sont dues par le Concessionnaire et lui seul.

13.3 Cession

Toute cession, totale ou partielle du présent contrat par le Concessionnaire ne peut intervenir qu'avec l'accord préalable et écrit du Concédant, après accord de l'assemblée délibérante.

Le Concessionnaire adresse sa demande par lettre recommandée avec avis de réception au Concédant.

Le Concédant informe le Concessionnaire de sa décision dans un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande du Concessionnaire.

Dans l'hypothèse où cette cession est acceptée par le Concédant, le nouveau Concessionnaire est entièrement subrogé au Concessionnaire dans les droits et obligations résultant du présent contrat. Avant de délivrer son accord, le Crous Bretagne s'assurera que le cessionnaire dispose des garanties nécessaires en termes économiques, financières, techniques et professionnelles pour gérer le service en accord avec les exigences du contrat actuel. La cession sera exclusivement permise dans le cadre des règles et critères établis par l'article R. 3135-6 du Code de la Commande Publique, ainsi que toute réglementation ultérieure le remplaçant.

ARTICLE 14 – MODALITE DE CONTROLE PAR LE DELEGANT

14.1 Contrôle exercé par le Crous

La présente convention comporte une obligation de résultat qui implique un contrôle de la qualité de la prestation au cours de l'exécution de la convention.

Il incombe aux deux parties contractantes d'alerter l'autre le plus vite possible et d'engager une concertation pour mettre en place, dans les meilleurs délais, la solution la mieux adaptée pour pallier la difficulté rencontrée.

Le délégataire a la responsabilité du personnel et des moyens mis en œuvre pour une exécution des prestations conformes aux stipulations de la présente convention.

Le délégataire indique les coordonnées (nom, adresse, téléphone) de la personne qualifiée pour le représenter auprès du Crous Bretagne.

Si le représentant du délégataire vient à changer, le Crous Bretagne devra en être averti.

En cas de manquement de la part des personnes chargées de l'exécution des prestations, l'administration se réserve le droit de demander au délégataire leur remplacement.

Le Crous se réserve le droit de procéder à des contrôles inopinés de certaines laveries concernant :

- La conformité des machines et de leur implantation,
- La conformité, la qualité et les tarifs des prestations,
- Les recettes.

14.2 Contrôle exercé par un organisme certificateur indépendant

Le délégataire joint à sa candidature tout document attestant d'un contrôle externe exercé par un organisme indépendant certificateur en matière de qualité de service et de comptabilité.

Le délégataire peut indiquer dans un document joint à sa réponse une description des modalités et les procédures des contrôles de sa qualité de service et de sa comptabilité.

ARTICLE 15 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Les tarifs de vente sont fixés par le CROUS Bretagne et le titulaire doit impérativement les respecter.

En raison du caractère social des missions du CROUS, les tarifs de vente sont votés par le Conseil d'Administration du CROUS. Ils sont révisés tous les ans, généralement en juin et, sauf exception, sont valables pour une année universitaire, soit du 1er septembre au 31 août de l'année suivante. Le CROUS s'engage à communiquer au titulaire la nouvelle liste et les nouveaux tarifs dès leur approbation par le Conseil d'Administration.

Les prix de vente approuvés par le Conseil d'Administration du CROUS Bretagne pour l'année universitaire 2025-2026 sont fournis à l'article 15.4 du présent document.

15.1 Rémunération du concessionnaire

Le concessionnaire exploite le service objet du présent contrat à ses risques et périls, et se rémunère exclusivement par les recettes perçues auprès des usagers dans le cadre de l'utilisation des équipements de laverie.

15.2 Pourcentage de reversement sur le chiffre d'affaires HT réalisé

La présente convention de délégation de service public inclut le paiement d'une redevance constituée d'un pourcentage sur le chiffre d'affaires en € HT sur chaque machine.

Le candidat précise le pourcentage du chiffre d'affaires HT réalisé est un pourcentage **ferme** pour la durée de la convention.

15.2 Modalités de paiement de la redevance sur le chiffre d'affaires HT réalisé

Un relevé mensuel du chiffre d'affaires HT réalisé sur chaque machine, ainsi qu'un décompte mensuel du montant de la redevance devra parvenir au Crous Bretagne, selon les modalités suivantes :

- 1 exemplaire de chaque document sera adressé à l'Agent comptable du Crous Bretagne par mail à l'adresse suivante :
➤ Mail : agence-comptable@crous-rennes.fr
- 1 exemplaire de chaque document sera adressé par mail à la Direction Economique et Financière à l'adresse suivante :
➤ Mail : achat@crous-rennes.fr
➤ Mail : samir.zdaoudaou@crous-rennes.fr

Le relevé mensuel doit faire apparaître le chiffre d'affaires réalisé **pour chaque machine en € HT.**

Le décompte mensuel fera apparaître le montant de la redevance à reverser au Crous Bretagne, avec un sous-total par établissement de rattachement et par machine.

Les règlements seront effectués par virement sur le compte de l'agent comptable du Crous Bretagne :

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE			
Titulaire du compte CTR RAL OEUVRES UNIVRS			
Domiciliation TP RENNES			
CODE BANQUE 10071	CODE GUICHET 35000	N° DE COMPTE 00001004848	CLÉ RIB 44
IBAN : FR76 1007 1350 00 00 0010 0484 844 BIC : BDFEFRPPXXX			
Cadre réservé au destinataire du RIB			

T.G. ILLE-ET-VILAINE
AV JANVIER BP 72102
35021 RENNES CEDEX9

CTR RAL OEUVRES UNIVRS
AGENT COMPTABLE
7 PLACE HOCHÉ BP 115
35002 RENNES CEDEX

15.3 Conditions de perception des recettes

Il est à souligner que le chiffre d'affaires des laveries pourra fluctuer en fonction des cycles universitaires.

15.4 Prix de vente des prestations de lavage et séchage

Les prix de vente des prestations pour l'ensemble des laveries sont fixés par le Crous Bretagne. Les tarifs applicables au 01/01/2026 sont :

Prestations	Prix de vente
Lavage	2.80 € TTC pour une machine de 6.5 kg minimum
Séchage	1 € TTC pour un cycle complet linge sec 6.5 kg minimum

Ces tarifs sont révisables : le délégataire en sera avisé par lettre recommandée avec accusé de réception.

16 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à pénalité. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire défaillant.

Dans les cas prévus ci-après, faute par le Concessionnaire de remplir les obligations qui lui seront imposées par le futur contrat de concession, des pénalités pourront lui être infligées.

La mise en place des pénalités est organisée selon deux typologies :

- **Sans mise en demeure préalable**, sur simple constat du Concédant ;

- **Après mise en demeure préalable** : Dès la constatation d'une infraction, le Concédant adresse une mise en demeure au Concessionnaire par courrier et/ou email. Si cette mise en demeure sans réponse ou action corrective après un délai de quarante-huit (48) heures, le Concédant est alors en droit, dès l'expiration de ce délai, d'imposer la sanction prévue.

Dans l'éventualité où le Concessionnaire manquerait à ses obligations contractuelles, le Concédant se réserve le droit d'appliquer les pénalités spécifiées.

16.1 Pénalités de retard

Dans les cas prévus ci-après, faute par le Concessionnaire de remplir les obligations qui lui seront imposées par le futur contrat de concession, des pénalités pourront lui être infligées, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné. Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Le Concessionnaire ne peut s'exonérer desdites pénalités en alléguant le retard ou la mauvaise exécution d'une prestation par l'un de ses sous-traitants ou fournisseurs.

En cas de non-respect du délai, il sera fait application, sans mise en demeure, d'une pénalité pour :

- 100 € forfaitaires par jour de retard en cas de non-respect du délai de livraison, incluant installation et mise en service des machines.
- 50 € forfaitaires par jour de retard pour le non-respect du délai d'intervention, incluant réparation et remise en cas de panne
- 50 € forfaitaires par semaine de retard pour le non-respect de la fréquence de nettoyage et d'entretien des machines fixés dans la présente convention.
- Si le délégataire installe moins de 30% de machines d'occasion dans la totalité du parc, il lui sera envoyé une demande de mise en conformité avec la présente convention. Si le délégataire n'accède pas à la demande du Crous dans les 2 semaines suivant la réception de cette demande, une pénalité 50 € par jour de retard sera appliquée.
- 100 € par jour de retard dans la pose ou la dépose d'un matériel en cours d'exécution du contrat dont les délais sont donnés par ordre de service ;
- 100 € par jour de retard Non-respect du programme de maintenance, de maintenance préventive et de maintenance corrective du mobilier ;
- 50 € forfaitaires par jour de retard dans la remise du bilan mensuel d'intervention ; retard dans la remise du compte rendu d'inspection annuel ; retard dans la transmission des documents prévus.

ARTICLE 17 - ASSURANCES

Le concessionnaire est responsable de la souscription de toutes les assurances nécessaires couvrant les risques liés à l'exécution de la concession, y compris les dommages potentiels aux personnes et aux biens, pour les dispositifs dont il conserve la propriété intégrale.

Il doit fournir, dans un délai de quinze jours suivant la notification de la présente concession, une attestation d'assurance émise par son assureur, datant de moins de six mois, attestant de cette couverture. Cette attestation doit être renouvelée et adressée à l'administration au moins une fois par an.

La validité de la concession est conditionnée à la remise de cette attestation d'assurance. Le concessionnaire s'engage également à notifier l'administration de toute modification concernant son assurance, y compris en cas de résiliation ou de changement d'assureur, dans un délai immédiat suivant sa décision.

Dans l'éventualité où le contrat d'assurance souscrit par le concessionnaire inclut une franchise, il est entendu que le concessionnaire assume pleinement cette franchise ou la gère à sa discrétion.

De plus, le concessionnaire ne peut se prévaloir des limites de garantie de son assurance pour se dégager de sa responsabilité. Il lui incombe, le cas échéant, de couvrir directement les frais découlant des dommages dont il est responsable, si les indemnités versées au titre de son assurance s'avèrent insuffisantes.

ARTICLE 18 – IMPOTS ET TAXES

Tous les impôts ou taxes, présents ou futurs, liés à l'exploitation commerciale par le concessionnaire de la concession, établis par l'État ou les collectivités territoriales, seront à la charge du concessionnaire.

D'une manière générale, le concessionnaire devra supporter les impôts et taxes de toute espèce pouvant frapper l'exploitation commerciale des laveries

Toutefois, en cas de modification de la réglementation, et notamment des règles fiscales, bouleversant l'équilibre économique du présent contrat, les Parties se rencontreront pour trouver des solutions permettant la poursuite des prestations dans des conditions économiques semblables aux conditions initiales.

ARTICLE 19 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

19.1 Devoir de conseil

Le titulaire met tout en œuvre au cours de l'exécution des prestations pour satisfaire son devoir de conseil auprès de l'acheteur, consistant notamment à l'avertir lors de ses interventions sur site, d'anomalies ou dangers potentiels détectés, ou tout élément de nature à compromettre ou risquer de compromettre la bonne exécution des interventions, le cas échéant.

19.2 Obligation générale de confidentialité

Les stipulations du CCAG-FCS relatives à l'obligation générale de confidentialité sont opposables au titulaire, cotraitants et sous-traitants, le cas échéant.

Dès lors, dans les conditions des stipulations 5.1.1 à 5.1.4 du CCAG-FCS, le titulaire qui aurait en cours d'exécution du marché, connaissance d'informations ou recevrait communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires aux fins de prévenir toute divulgation à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par l'ensemble de son personnel, y compris ses sous-traitants ou fournisseurs, le cas échéant.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, pourra entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Réciproquement, l'acheteur s'engage à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire, sauf si leur divulgation a été rendue obligatoire par une institution compétente.

ARTICLE 20 – HYGIENE ET SECURITE

Le concessionnaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection de ses travaux et installations contre tout risque de choc ou de détérioration. Il demeure pleinement responsable pour tout dommage résultant du non-respect de cette obligation, et ce, même en cas de force majeure.

Avant le début des installations, le concessionnaire fournira au Crous Bretagne les noms, fonctions et titres des responsables de la réalisation des travaux. À l'achèvement des travaux ou à la fin du délai d'exécution stipulé par l'ordre de service, les sites devront être remis en leur état initial. Si cette condition n'est pas respectée dans les délais impartis, les coûts de remise en état seront à la charge du concessionnaire, suite à une mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet.

ARTICLE 20 – PENALITES – SANCTIONS

20.1 Régime des pénalités

20.1.1 Pénalités en cas de dépassement des délais d'exécution

Si les prestations sont mal exécutées, notamment en cas d'exécution non conforme, incomplète ou lorsque les spécifications techniques prévues au CCTP ne sont pas respectées, après constat partagé entre le CROUS Bretagne et le titulaire, le linge sera retiré, et les pénalités de dépassement des délais exécution s'appliqueront conformément à l'article 18.1.1 ci-dessus.

20.1.2 Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non conformité des factures (sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisée) ou des bons de livraison, la non-conformité de l'envoi des commandes, une pénalité forfaitaire de 20€ par document non conforme pourra être appliquée par l'établissement.

20.1.3 Pénalités en cas de travail dissimulé

Lorsqu'il ne respecte pas ses obligations déclaratives afférentes à la lutte contre le travail dissimulé telles que définies aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant total du chiffre d'affaires déjà effectuées et ne pouvant excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail. Le pouvoir adjudicateur peut également, en lieu et place de cette pénalité, décider de résilier le marché pour faute sans indemnités.

20.2 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard ;

- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service ou par courrier LRAR à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques.

S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques.

Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution.

Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 21 – FIN DE CONVENTION - RESILIATION - SUSPENSION

21.1 Cas de fin de convention

La convention cessera de produire ses effets dans les conditions prévues aux articles ci-après :

- 1° A la date d'expiration de la convention ;
- 2° En cas de résiliation de la convention ;
- 3° En cas de déchéance du Concessionnaire ;
- 4° En cas de dissolution, de redressement judiciaire ou de liquidation du Concessionnaire.

21.2 Dispositions relatives à la période de transition après la fin de convention

Après la fin de la présente convention une période transitoire d'un mois est prévue afin d'organiser la continuité de service qui se traduit par la présence de laveries installées sur site.

Durant cette période transitoire, le délégataire en place et le délégataire ultérieur devront assurer le remplacement des machines en place des éventuels éléments y attenants correspondants.

Le délégataire en place s'engage à prolonger ses prestations, et à laisser les machines installées sur site pendant un délai d'un mois maximum dans les conditions de la présente convention, jusqu'à la date de remplacement de chacune de ces machines fixées par le calendrier d'installation de la convention ultérieure.

21.3 Résiliation pour non-respect des obligations

Si le Concessionnaire ne respecte pas une des obligations stipulées dans le contrat de concession, le Crous Bretagne peut résilier ce contrat après un préavis de trois (3) mois après l'envoi d'une mise en demeure détaillant le manquement et l'intention de mettre fin au contrat, si cette mise en demeure ne produit pas les effets escomptés.

21.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le CROUS peut demander la résiliation du marché pour tout motif d'intérêt général justifié, conformément aux stipulations de l'article 42 du CCAG-FCS.

Le Crous a la possibilité de résilier le contrat avant sa date d'échéance normale pour des raisons d'intérêt public. Une telle décision de résiliation sera formalisée par une décision argumentée du Conseil d'administration. Cette action de résiliation ne donnera lieu à aucune forme de compensation financière. En particulier, le Concessionnaire ne sera pas éligible à une indemnisation pour les pertes financières potentielles résultant de cette résiliation anticipée.

Par dérogation à l'article 42 susvisé, la résiliation du marché pour motif d'intérêt général ne donne pas lieu au versement d'une indemnité.

21.5 Interruption du service pour une cause extérieure

Si, en raison d'un facteur externe aux parties, le Crous Bretagne est amené à suspendre l'utilisation des laveries, le Concessionnaire sera informé dans un délai de 15 jours suivant la décision prise par le Crous Bretagne ou la survenue de l'événement.

Le contrat de concession sera alors en pause jusqu'à ce que l'activité puisse reprendre. La durée prévue du contrat de concession reste inchangée malgré cette suspension. Le Concessionnaire n'aura droit à aucune compensation financière due à cette interruption. Durant la suspension, les engagements contractuels des parties sont mis en attente, sauf pour ce qui est du paiement des primes d'assurance, des responsabilités respectives et de la soumission du rapport annuel qui restent d'application.

Si le facteur externe altère de façon permanente les modalités d'exploitation du service ou empêche la reprise normale des activités dans un délai de 6 mois, le Crous Bretagne peut procéder à la résiliation du contrat, suite à une consultation du Concessionnaire.

La résolution du contrat par le Crous Bretagne deviendra effective 15 jours après que le Concessionnaire a été notifié de cette décision de résiliation. Le Concessionnaire ne sera pas éligible à recevoir des indemnités à la suite de cette décision.

21.6 Redressement judiciaire - liquidation judiciaire - Dissolution

En cas de dissolution de la personne morale concessionnaire, le Crous Bretagne a le droit de déclarer la fin du contrat sans attendre la finalisation des procédures en cours, telles que la conclusion de la liquidation amiable. Par conséquent, cette fin de contrat se produit automatiquement dès la publication de la dissolution au Registre du Commerce et des Sociétés, sans que le concessionnaire ne soit éligible à recevoir une indemnisation.

Si le concessionnaire fait l'objet d'un redressement judiciaire et que l'administrateur judiciaire ne sollicite pas la poursuite du contrat dans le délai d'un mois à compter de la date du jugement, le Crous peut également prononcer la fin du contrat.

Dans le cas de liquidation judiciaire de la personne morale concessionnaire, la fin du contrat est automatique et effective dans le mois suivant le jugement de liquidation.

Cette fin de contrat s'applique de manière automatique et ne donne droit à aucune forme d'indemnité pour le concessionnaire ou l'administrateur judiciaire.

21.7 Mesure d'urgence

Indépendamment des dispositions établies dans les articles du présent contrat. L'autorité habilitée à prendre d'urgence des mesures en réponse à un manquement significatif du concessionnaire ou à un risque pour la sécurité publique. Cette intervention peut inclure des mesures appropriées à la circonstance, y compris la suspension temporaire et immédiate de l'activité concernée.

Les frais financiers découlant de cette action seront entièrement supportés par le concessionnaire.

ARTICLE 22 – DIFFERENDS

Dans le cadre d'un différend, seul le droit français s'appliquera et les tribunaux français auront l'exclusivité de la juridiction. Les échanges et correspondances liés au contrat devront être rédigés en français.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel pouvant survenir à l'occasion de la passation ou de l'exécution du présent marché notamment pour difficulté d'exécution au sens de l'article 40.1 du CCAG FCS, concernant l'interprétation des stipulations contenues dans les documents contractuels ou dans l'exécution des prestations.

En cas de différend, les parties peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à 24 du Code de la commande publique.

ARTICLE 23 – REGELEMENT DES LITIGES ET LANGUES

23.1 Litiges

En cas de désaccords relatifs aux clauses de ce contrat entre le concessionnaire et le Crous Bretagne, les parties s'engagent à porter l'affaire devant le Tribunal Administratif de la juridiction où se situe le Crous Bretagne, après avoir tenté sans succès de régler le différend à l'amiable. Si un conflit émerge de l'interprétation ou de l'application de ce contrat de concession, il sera résolu par le tribunal administratif de Rennes.

Le présent contrat est soumis au droit français.

En cas de litige, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Rennes :

Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
CS 44416
35044 RENNES Cedex
Téléphone : 02.23.21.28.28
Télécopie : 02.99.63.56.84
Email : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours sont les suivantes :

Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 et suivants du Code de justice administrative, ouvert au candidat qui se prétend lésé par un manquement aux règles de publicité et de mise en concurrence lors de la passation,
Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 et suivants du Code de justice administrative, introduit au plus tard 31 jours suivant publication de l'avis d'attribution ou dans les 6 mois de la signature du contrat,
Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, dans un délai de deux mois suivant la conclusion du contrat.

23.2 Dispositions particulières

Dans l'éventualité où une disposition de ce contrat se révèle invalide ou non exécutoire en raison d'une législation ou d'un jugement judiciaire irrévocable, ladite disposition sera considérée comme nulle et non avenue, sans pour autant affecter la validité et l'applicabilité des autres termes du contrat.

L'euro est désigné comme la devise officielle pour toutes les transactions liées au contrat, applicable uniformément à toutes les entités concernées, y compris les groupements et sous-traitants.

Les certificats de paiement direct seront émis dans la même devise que celle utilisée par le Concessionnaire.

23.2 Langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 24 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

24.1 Traitement des données à caractère personnel des candidats

Les données à caractère personnel concernant le titulaire sont collectées par le CROUS de Bretagne aux fins d'évaluer sa candidature dans le cadre du présent marché.

Les données personnelles des candidats sont destinées uniquement au CROUS de Bretagne. Elles seront conservées pendant toute la procédure de l'appel d'offres et supprimées au bout de cinq ans à compter de la fin de cette période.

Conformément à la législation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel, les candidats disposent d'un droit d'accès aux données les concernant ou de demander leur effacement. Les candidats disposent également d'un droit de rectification, d'opposition, ainsi que d'un droit à la portabilité de leurs données et d'un droit à la limitation du traitement de leurs données.

Pour exercer l'un de ces droits ou pour toute information complémentaire sur la gestion de leurs données par le CROUS de Bretagne, les candidats peuvent adresser leur demande à sylvie.cacaux@crous-rennes.fr, à achat@crous-rennes.fr, et à pole.juridique@crous-rennes.fr.

Toute demande doit préciser le motif de celle-ci ainsi que l'adresse à laquelle doit être envoyée la réponse et être accompagnée de la copie recto verso d'une pièce d'identité, en cours de validité et portant la signature du demandeur.

Une réponse sera adressée au candidat dans un délai maximum d'un mois, à compter de la date de réception de la demande ; ce délai pouvant être prolongé de deux mois en raison de la complexité et du nombre de demandes.

Si toutefois le candidat estime, après avoir contacté le DPO du CROUS de Bretagne, que ses droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, il aura la possibilité d'adresser une réclamation à la CNIL.

24.2 Obligations des parties liées aux données à caractère personnel

Le titulaire du marché s'engage à respecter pour ce qui le concerne, toutes les dispositions du règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (« RGPD ») qui lui incombent à l'occasion de l'exécution du présent marché.

En particulier, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la confidentialité et la sécurité des traitements de données personnelles transmises par le CROUS de Bretagne et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

ARTICLE 25 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX
